



LES FAITS MARQUANTS DE LA REUNION INTERREGIONALE DES PEID: JEUDI 29 JANVIER 2004

Le matin, les délégués se sont réunis en Plénière pour entendre les déclarations des ministres, des chefs de délégation, des Etats observateurs et des chefs d'organisation. Une consultation ministérielle informelle s'est déroulée dans l'après-midi autour du projet de Déclaration Politique et du projet de Stratégie pour la Suite de la Mise en Œuvre du PAB. Après la consultation ministérielle informelle, les participants se sont réunis en Plénière et ont été informés du programme des délibérations prévu pour la journée du vendredi. Le comité de rédaction s'est réuni dans la soirée pour réviser le projet de Déclaration et du projet de Stratégie, pour considération par la Plénière, vendredi matin.

LA PLENIERE

Au sujet de la mise en place de stratégies de développement durable, TRINIDAD ET TOBAGO et la COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES (ECLAC) ont attiré l'attention sur l'intégration inadéquate du PAB dans les processus nationaux et régionaux de planification et ont encouragé une implication plus importante de la société civile. SAINT VINCENT ET GRENADINES et les COMORES ont identifié la pauvreté comme étant une entrave de taille posée au développement durable. L'ECLAC a mis en relief, entre autres, l'insuffisance des ressources financières et la faiblesse des capacités institutionnelles, comme étant des obstacles entravant la mise en œuvre du PAB. KIRIBATI a souligné l'importance de la diversification des produits, de l'éducation et de la formation, des communications et du transport et de l'écotourisme dans la réalisation du développement durable.

Soulignant le lien entre environnement et développement, l'organisation THE NATURE CONSERVANCY a déclaré qu'il est indispensable qu'il y ait une voix forte des PEID dans le débat international sur le développement durable, et a annoncé l'établissement de partenariats avec le WORLDWIDE FUND FOR NATURE (WWF), des gouvernements et diverses organisations de la société civile, pour le soutien de la biodiversité marine et de la garantie de moyens de vivre durables.

Au sujet des résultats de la réunion, le délégué des ILES VIERGES AMERICAINES a déclaré que son pays ne dispose pas d'un accès limité aux organisations techniques et aux programmes des Nations Unies et, avec l'ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE (MMO), a souligné que le

projet de Stratégie devrait se focaliser sur la mise en œuvre du PAB. L'ITALIE a souligné la nécessité d'élaborer une synthèse des conclusions des réunions régionales.

S'agissant des résultats de la Réunion Internationale, TONGA a reconnu l'opportunité d'intégrer l'évaluation du PAB, par delà la Réunion Internationale, dans les activités relevant des organisations et des secrétariats des Nations Unies et des secrétariats des accords environnementaux multilatéraux pertinents. La NOUVELLE ZELANDE a recommandé que les conclusions de la Réunion Internationale reconnaissent le besoin d'aider les PEID dans l'élaboration de mesures d'adaptation appropriées, abordables et de bon rapport coût- efficacité, pour répondre aux changements climatiques. L'ITALIE, l'ALLEMAGNE, l'AUSTRALIE et de nombreuses organisations intergouvernementales ont souligné leur soutien en faveur des PEID et de la réalisation de résultats probants à la Réunion Internationale.

L'ECLAC a indiqué que la mise en application du Plan d'action 21 et des résultats de la Réunion Internationale doit, aux échelons régional et sous-régional, être poursuivie à travers des commissions régionales et autres organes sous-régionaux. Le PNUE a encouragé les PEID à se focaliser sur: l'établissement des priorités sur la base du PAB, du PMAJ et des ODM; les activités programmatiques aux échelons régional et interrégional; la coopération régionale et internationale; l'obtention de financements de la part du FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM); et la mise en œuvre des partenariats. L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS a suggéré que les résultats de la Réunion Internationale soient coordonnés avec, et intégrés dans les activités des agences pertinentes des Nations Unies. Le porte-parole de L'ORGANISATION PAN- AMERICAINE DE LA SANTE / L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE a déclaré que les questions de santé doivent constituer un résultat prioritaire de la Réunion Internationale, avec une focalisation particulière sur les maladies non-transmissibles et sur le VIH/SIDA. Le FORUM DE LA SOCIETE CIVILE a appelé les gouvernements à inclure, dans le projet de Stratégie, des actions et des objectifs inscrits dans des calendriers précis, visant au traitement du développement durable dans les PEID, a encouragé la formalisation et le renforcement de la structure de l'AOSIS, et a souligné la nécessité de s'assurer d'une participation, pleine et active, de la société civile à la Réunion Internationale.

Au sujet des changements climatiques, le délégué des COMORES a appelé à l'application du principe de responsabilités communes mais différenciées et à un soutien de la part de la

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alice Bisiaux <alice@iisd.org>; Lauren Flejzor <lauren@iisd.org>; Prisma Nuengsigkapien <prisma@iisd.org>; Richard Sherman <rshearn@iisd.org> et Hugh Wilkins <hugh@iisd.org>. Edition numérique: Leila Mead <leila@iisd.org>. Version française: Mongi Gadhoun <mongi@iisd.org>. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI, D'FAIT et Environnement Canada), l'agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et DEFRA), le ministère danois des affaires étrangères, et le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2004, par: le PNUE, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux, les ministères suédois de l'environnement et des affaires étrangères, le ministère danois des affaires étrangères, Swan International, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le Ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD, à <kimo@iisd.org>, +1-212-644-0217 or 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



communauté internationale. KIRIBATI a décrit les conséquences économiques et sociales de l'élévation du niveau des mers et des changements climatiques, notant que leurs effets sont exacerbés par la dégradation environnementale et la croissance démographique. L'ISLANDE a déclaré que l'état de l'environnement Arctique est un indicateur des changements climatiques. L'ALLEMAGNE et l'ISLANDE ont mis l'accent sur l'impératif de promouvoir et de mettre en œuvre des initiatives axées sur l'énergie renouvelable. La MMO a affirmé qu'elle continuera à aider les PEID à faire face aux catastrophes naturelles et à renforcer leurs capacités de gestion des catastrophes.

Au sujet des ressources marines et côtières, l'ISLANDE a fait état de la dépendance des PEID de leurs ressources marines, du besoin d'améliorer les ressources océaniques, ainsi que l'établissement de rapports et la gestion dans ce domaine. Le représentant du CARIBBEAN REGIONAL FISHERIES MECHANISM a indiqué que les PEID des caraïbes sont confrontés à de nombreux défis dans le domaine de la gestion durable des pêches et des ressources aquatiques. Il a exhorté les gouvernements à accroître l'information pour les prises de décision, et à améliorer les capacités de gestion durable des océans et des pêches.

Au sujet des questions ayant trait au commerce international, plusieurs PEID ont exhorté la communauté internationale à reconnaître la vulnérabilité des PEID. La REPUBLIQUE DOMINICAINE et d'autres ont appelé à un traitement préférentiel et différencié. Le délégué de SAINT VINCENT ET GRENADÉS a parlé du rôle limité que les PEID jouent dans les négociations sur le commerce et a décrit les conséquences économiques et sociales des barrières commerciales dressées devant les exportations des PEID. L'AUSTRALIE a souligné la nécessité de conclure le Round de Round et d'améliorer la participation des PEID dans ce processus. La NOUVELLE ZELANDE a déclaré que la Réunion Internationale doit souligner l'importance attachée à la réussite des conclusions du Round de Doha, en particulier, celles concernant la levée des politiques qui fausse le marché dans le secteur agricole.

Au sujet de la coopération et de la coordination, le délégué de SAINT VINCENT ET GRENADÉS a déclaré que l'unité entre les PEID doit être encouragée, et la REPUBLIQUE DOMINICAINE a souligné l'importance de l'intégration régionale.

Au sujet du renforcement des capacités et de l'aide financière, le SURINAME a mis en exergue le besoin d'un renforcement institutionnel permettant l'amélioration des capacités de résistance des PEID. Le SECRETARIAT DU COMMONWEALTH a indiqué que 60% de son assistance technique sont orientés vers les Petits Etats et a fait part de son engagement à aider les PEID à satisfaire ses besoins en matière de renforcement des capacités et de transfert des technologies. Le FEM a informé les participants de son Initiative portant sur Renforcement des Capacités et a indiqué avoir financé, en faveur des PEID, 163 projets nationaux et 15 projets régionaux, s'élevant à 507 millions de dollars, destinés à les aider à relever les défis environnementaux qui affectent leur développement économique et social.

Le PNUE a présenté un rapport portant sur son travail dans: l'élaboration de brochures régionales sur l'état de l'environnement dans les PEID; la revue des papiers de position sous-régionaux concernant le développement durable; l'aide accordée aux AIMS et aux PEID africains; l'élaboration des éléments de la proposition concernant le Programme des PEID des Caraïbes; et la facilitation d'ateliers sur le thème du renforcement des capacités dans les

PEID. Signalant que son organisation est chargée de la coordination de la mise en œuvre du PAB, dans la région Asie et Pacifique, l'ESCAP a donné un aperçu sur les programmes de formation et les programmes d'assistance, mis en place au profit des PEID. Le SECRETARIAT DU COMMONWEALTH a informé les participants qu'il est en train de traiter de certaines difficultés posées aux PEID, telles que l'absence de participation dans les négociations commerciales, la promotion de l'investissement extérieur et les conséquences du "11 septembre" sur le tourisme.

DANS LE COMITE DE REDACTION

Au terme d'une session de travail nocturne, les délégués participant au comité de rédaction ont conclu leurs travaux sur le projet de Déclaration Politique et le projet de Stratégie pour la Suite de la Mise en Œuvre du PAB, jeudi, à 5h du matin. Dans l'après-midi, les ministres et les chefs de délégation se sont réunis en consultation informelle pour procéder à de premiers échanges de vue sur les documents des résultats. Les ministres ont demandé au comité de rédaction de se réunir de nouveau pour procéder à l'intégration de leurs réserves. Après des discussions détaillées, le comité de rédaction a conclu ses travaux par des révisions de texte de la Déclaration Politiques et du projet de Stratégie, lesquelles révisions de texte seront considérées, en Plénière, vendredi.

DANS LES COULOIRS

Tournant dans les couloirs dans l'attente du résultat des consultations ministérielle, les participants ont été récompensés, tard dans l'après-midi, par le résonnement de forts applaudissements provenant de la réunion à huit-clos des ministres. Selon certains délégués, les ministres et autres représentants de haut rang se sont activement engagés dans la revue des projets de documents. Les consultations ministérielles ont examiné, entre autres, le libellé consacré à la question de bonne gouvernance, le point de savoir si, oui ou non, il fallait interdire le transit des navires transportant des substances toxiques ou radioactives à travers les eaux territoriales des PEID, et la question de la classification PMA. Au sujet de la bonne gouvernance, quelques représentants de haut niveau ont souligné qu'il s'agit là d'une préoccupation de pays donateurs et non des PEID, et d'autres ont apporté leur appui en faveur de la référence.

De nombreux délégués se sont déclarés peu optimistes quant aux chances d'obtenir l'appui du G-77/Chine et de la communauté des donateurs, en faveur d'une reconnaissance des PEID comme groupe particulier éligible à des conditions préférentielles, au sein de l'OMC, en dépit du caractère crucial de ce sujet pour de nombreux PEID.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

PLENIERE: Les participants se réuniront en Plénière, à partir de 9h, pour procéder à l'examen et à l'approbation des révisions de texte de la Déclaration Politique et du projet de Stratégie pour la Suite de Mise en Œuvre du PAB.

CEREMONIE DE CLOTURE: La cérémonie de clôture est prévue à partir de 15h.

COMPTE RENDU ET ANALYSE DU ENB: Le résumé final du *Earth Negotiations Bulletin* sera disponible dès le lundi 2 février 2004, sur le site Linkages de l'IIDD:

<http://www.iisd.ca/sids/bpoa10/bahamasprep/>